

Le forum international de l'OCDE destiné aux établissements de l'enseignement supérieur.
Pour devenir membre : www.oecd.org/edu/imhe/membre

A découvrir

- Au-delà des classements : Évaluer la qualité de l'enseignement supérieur
- Nouvelles de l'IMHE
- Le coin des livres
- Calendrier IMHE

AU-DELÀ DES CLASSEMENTS : ÉVALUER LA QUALITÉ DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

Apport et risques des classements

Il y a quelques années, un organisme spécialisé dans l'éducation a demandé au Président d'une université allemande s'il souhaitait voir son établissement figurer au palmarès des universités. « Jamais » fut la réponse du Président. Une fois certain que son établissement ne serait pas pris en compte dans le classement, le Président a toutefois demandé, « par simple curiosité », comment se *serait* classée l'université par rapport aux autres s'il avait accepté.

Cette anecdote illustre bien l'attitude ambiguë des universités vis-à-vis des statistiques comparatives. Se classer parmi les meilleurs assure aux établissements une réputation et un succès pérennes ; en revanche, chuter dans le classement signifie que les candidats iront s'inscrire ailleurs.

Mais au fait, ces classements mesurent-ils réellement ce qu'ils prétendent ? Ou font-ils au contraire plus de mal que de bien ? Ce sont là certaines des questions soulevées lors de la Conférence Générale OCDE/IMHE organisée du 8 au 10 septembre derniers à Paris sur le thème « Enseignement supérieur : qualité, pertinence et impact ». 330 participants originaires de 53 pays étaient présents, ce qui fait de cette conférence un des événements les plus importants jamais organisé par l'IMHE.

Une interprétation très restrictive de la qualité

Un simple chiffre ne peut, à lui seul, rendre compte de la complexité inhérente à l'enseignement supérieur. Ainsi, les deux classements internationaux les plus populaires, à savoir celui proposé par l'Université Jiao Tong de Shanghai (SJT) et celui élaboré conjointement par le Supplément « Enseignement Supérieur » du Times et Quacquarelli Symons Marketing (THES-QS), suscitent de nombreuses critiques : on leur reproche d'accorder trop d'importance à la recherche, au nombre de publications scientifiques et à la fréquence des citations dans les revues professionnelles, et de ne pas tenir suffisamment compte de l'enseignement et de l'apprentissage.

Comme l'a expliqué brièvement l'une des personnes interrogées dans le cadre d'un sondage international mené par Ellen Hazelkorn¹, Directrice du *Dublin Institute of Technology*, « la recherche a quelque chose d'excitant. Malheureusement, la réputation des établissements repose le plus souvent sur leurs activités de recherche, et la recherche attire à son tour les éléments les plus doués ».

La recherche scientifique, est généralement utilisée comme principal indicateur de qualité, car elle se prête plus facilement à la mesure. Seuls 5 % des travaux de recherche menés en sciences humaines sont publiés sous forme d'articles, contre plusieurs milliers d'articles scientifiques parus chaque année dans les revues professionnelles comme *Nature* ou le *British Medical Journal*. Le reste des publications en sciences humaines s'effectue sous forme de livres. L'une des personnes interrogées dans le sondage du Pr. Hazelkorn l'a ainsi avoué à demi-mots : la meilleure façon, pour une université, d'améliorer son classement consiste à en finir une bonne fois pour toutes avec les « sciences humaines ».

Pour contrer l'argument selon lequel les sciences naturelles seraient tout simplement plus utiles que les lettres, Robert Berdahl, Président de l'Association des Universités Américaines (AAU), explique

que les sciences ne sauraient, à elles seules, résoudre les différents problèmes auxquels doit aujourd'hui faire face la société : migrations, vieillissement, réchauffement climatique, traumatismes suscités par le colonialisme ou encore extrémisme religieux.

Dans le SJT, la recherche et l'excellence des universitaires (Prix Nobel ou médailles Fields pour les mathématiques) se voient chacune affecter un coefficient de pondération de 40 %. Le THES-QS ne pondère quant à lui ces deux indicateurs que de 20 %, mais attribue en revanche un coefficient de 40 % à l'évaluation par les pairs, un indicateur totalement absent des calculs du SJT. Le fait que ces coefficients diffèrent dans les deux cas souligne l'absence de tout fondement théorique solide dans ces classements ; ceux-ci reflètent uniquement le point de vue subjectif de l'éditeur. Et même si les données utilisées sont fiables, elles sont souvent mal interprétées. Ainsi, bien que le SJT rappelle qu'il ne faut pas considérer ses classements comme le reflet de la performance globale d'une université, c'est naturellement ce que fait la majeure partie des lecteurs.

Si rien ne prouve que la présence d'un Prix Nobel sur un campus est bel et bien un « plus » pour les étudiants, tout porte à croire en revanche que le prestige de l'établissement dans lequel sont inscrits ces étudiants leur ouvre des portes, notamment lorsqu'ils arrivent sur le marché de l'emploi. Comment une université peut-elle gagner en prestige ? Malheureusement, il semble que le meilleur moyen d'y parvenir soit de jouir déjà d'une solide réputation.

En effet, les universités les plus anciennes, soit celles qui ont été créées avant les années 1920, sont systématiquement classées parmi les meilleurs établissements au monde. Elles attirent les étudiants et les professeurs les plus talentueux, et bénéficient d'un soutien financier considérable. Rares sont les universités capables de faire de l'ombre à Harvard ou Cambridge.

En 2006, l'IMHE et l'Association Internationale des Universités (IAU) ont lancé une étude dont l'objectif était d'évaluer les effets positifs et négatifs des classements du point de vue des administrateurs, des professeurs et des étudiants des universités. Cette étude, désormais dans sa seconde phase, s'intéresse en priorité aux établissements des pays qui n'ayant adopté que récemment une politique destinée à promouvoir l'excellence dans l'éducation, et dans lesquels, par conséquent, la pression exercée sur les établissements d'enseignement supérieur (EES) par les classements commence seulement à devenir palpable.

Tels qu'ils existent à l'heure actuelle, les classements ne peuvent refléter la mission spécifique de chaque université. Cependant, les recteurs, conscients qu'il leur faut saisir cette opportunité, amputent les programmes, redéfinissent les missions de leur établissement ou encore courtisent les établissements mieux classés en vue d'une éventuelle fusion. Cette concurrence acharnée risque de se traduire par un alignement généralisé des missions universitaires, si aucune mesure politique forte n'encourage la diversification.

Alternatives prometteuses

Il existe toutefois une alternative : laisser aux étudiants le soin d'élaborer eux-mêmes les classements. Pendant la Conférence

1. Ellen Hazelkorn fait partie des intervenants de la Conférence Générale 2008.

Générale, Gero Federkeil, Directeur de programme du *Centre for Higher Education* (CHE) allemand, a expliqué que le CHE met-tait à la disposition des étudiants des données leur permettant, si nécessaire, d'élaborer leurs propres classements. Le principe est simple : le CHE regroupe les universités au lieu de les classer. Les établissements ne sont pas étiquetés avec un numéro, mais classés dans la catégorie des « bons », des « moyens » ou des « mauvais », et présentés par ordre alphabétique. Au sein d'une même catégo-rie, les universités sont de niveau équivalent, tandis qu'il existe un écart notable en termes de qualité entre les établissements de deux groupes différents. Cette méthode de regroupement évite ainsi d'exagérer des écarts marginaux.

Il existe un autre indicateur précieux pour juger de la qualité des établissements : les aptitudes globales des étudiants. À l'instar du projet d'évaluation internationale des résultats de l'enseignement supérieur (AHELO) mené par l'OCDE, certaines approches distin-guent ainsi chez les élèves plusieurs « axes » de compétences, parmi lesquels les « Compétences spécifiques à une discipline » et les « Compétences génériques », qui comprennent par exemple la « faculté de raisonnement abstrait », la « capacité à appliquer les connaissances acquises aux situations concrètes » ou encore la « capacité à travailler en groupe ».

La « valeur ajoutée » de l'enseignement supérieur n'est pas toujours là où on l'attend...

L'étude AHELO comprend également un volet « Valeur ajoutée ». Nombre d'acteurs du monde de l'enseignement supérieur se sont en effet plaints que les classements accordaient trop de place aux admissions de début d'année plutôt qu'aux acquis et compétences des diplômés. Les universités les mieux classées attirent, sans sur-prise, les meilleurs élèves du secondaire ; rien d'étonnant, donc, à ce qu'elles « produisent » les meilleurs diplômés. Mais comment expliquer que certaines universités acceptent des candidats moins doués et parviennent, néanmoins, à en faire des diplômés aussi brillants que ceux des meilleures universités ? C'est en ce sens que l'on peut parler d'une « valeur ajoutée » : celle-ci est alors plus élevée dans le second cas que dans le premier.

Même si l'on utilise de nouveaux indicateurs, certaines questions demeurent : peut-on réellement mener une évaluation compara-tive à l'échelon international ? Les pays ont en effet chacun leurs spécificités culturelles, linguistiques et politiques. Le projet AHELO vise à identifier des critères de qualité utilisables comme références universelles. En 2010, lorsque cette étude sera ache-vée, nous aurons un aperçu sans précédent des performances des EES en matière d'apprentissage.

Ne pas sacrifier la diversité au profit de la convergence

Face à la mobilité internationale accrue des étudiants et des pro-fesseurs, les universités ont du mal à s'adapter. À tort ou à raison, l'université américaine fait office de modèle standard, que les éta-bissements des autres pays s'efforcent tant bien que mal d'imiter lorsqu'ils définissent leur offre de programmes. Certes, cette convergence permet d'établir des comparaisons et des équivalences entre les diplômes des différents pays, facilitant ainsi la mobilité des étudiants via un système général de transfert de crédits. La convergence a toutefois ses limites, notamment lorsqu'elle entre en conflit avec les normes sociales. En effet, le principe de sélectivi-té, qui constitue le fondement même du système américain d'ensei-gnement supérieur, est contraire au principe clé sur lequel repose l'enseignement dans de nombreux pays d'Europe et d'Amérique latine : l'enseignement supérieur doit être accessible à tous.

Le dicton « Qui court deux lièvres à la fois n'en prend aucun » résume assez bien le dilemme auquel sont confrontés les recteurs d'universités qui se voient contraints de suivre à la fois le chemin de la convergence et celui de la diversité. Ce dilemme résulte d'une erreur d'interprétation, dont a pâti à l'origine le Processus de Bologne. Dirk Van Damme, Chef du Centre de l'OCDE pour la Recherche et l'Innovation dans l'Enseignement (CERI), rappelle ainsi que le Processus de Bologne n'a pas pour objectif la conver-gence des programmes universitaires, mais bien celle des acquis des élèves. C'est donc aux universités de déterminer la meilleure façon de faire converger les acquis de leurs diplômés.

Améliorer la transparence

La plupart des spécialistes s'accordent à dire que les méthodes de classement gagneraient à être plus transparentes. Cet avis n'est pourtant pas partagé par tous. En effet, l'amélioration de la transparence ne sert pas nécessairement les intérêts des établis-sements les plus réputés. Elle peut en revanche favoriser ou handi-caper les universités de niveau intermédiaire. Sans cette transparence, les candidats à l'admission se perdent dans ce que Dirk Van Damme appelle un « dédale de réputations infondées », à des années lumière d'une hiérarchie fiable, basée sur la preuve irréfutable que tel établissement garantit de meilleures retombées que ses concurrents en termes d'apprentissage.

La démocratisation de l'enseignement supérieur a évidemment alourdi les dépenses publiques, obligeant les gouvernements à mettre en place des systèmes d'assurance qualité et à demander des comptes aux établissements scolaires. De nos jours, l'écono-mie mondiale oblige les gouvernements à relever de front deux défis différents : produire des diplômés dotés des compétences techniques requises sur le marché du travail, tout en prenant de l'avance sur les concurrents internationaux. En Europe, le Proce-sus de Bologne offre un exemple de programme visant à amélio-rer la qualité de l'enseignement pour tous ; la Stratégie de Lisbonne vise quant à elle à renforcer l'avantage concurrentiel des pays européens en produisant des « champions ».

La contribution invisible des universités

Le nombre d'inscrits dans l'enseignement supérieur a atteint un niveau sans précédent : aujourd'hui, quelque 135 millions d'étu-diants fréquentent les universités et autres EES. Dans le dernier numéro de ses *Regards sur l'éducation*, publié en septembre der-nier, l'OCDE explique ainsi que le nombre d'inscrits a doublé ces dix dernières années.

Cette évolution ne concerne pas uniquement les étudiants, le corps enseignant et les administrateurs des universités. En moyenne, la part du budget public allouée à l'enseignement supérieur repré-sente en effet 1 % du PIB dans les pays de l'OCDE. Durant la Conférence Générale, Wendy Purcell, de l'*University of Plymouth* au Royaume-Uni (RU) a expliqué que selon les estimations, les universités contribuaient chaque année à hauteur de près de 56 milliards EUR à l'activité économique du RU, et employaient au total plus de 600 000 personnes. Les universités contribuent également à renforcer le tissu social. Ainsi, dans le Nord-ouest du RU, 62 % des diplômés vivent et travaillent dans la région où ils ont obtenu leur diplôme. Or les classements internationaux ne reflètent nullement cette contribution invisible.

En septembre dernier, l'étude comparative de l'OCDE axée sur la contribution et l'engagement régional des EES est entrée dans sa Phase II. L'accent sera mis sur les régions urbaines, les pays du G8 et les économies en passé d'adhérer à l'OCDE. Les moments forts de cette Phase II seront l'organisation d'une table ronde mondiale de haut niveau en 2009 et la publication, en 2010, de la version finale du rapport de synthèse de l'étude.

La conception traditionnelle de l'enseignement supérieur est peu à peu mise à mal par ce que Simon Marginson, du *Centre for the Study of Higher Education* de l'*University of Melbourne* (Austra-lie) a appelé « culture de l'*open source* » durant la Conférence Générale : on observe désormais une « surabondance de connais-sances, associée à des possibilités de diffusion illimitées ». L'ou-verture soudaine de cette brèche vers le savoir renforce la nécessité d'acquérir et d'utiliser les connaissances. Face à cette évolution, les systèmes d'enseignement supérieur n'ont d'autre choix que de s'adapter. Certes, les classements sclérosés ne sont pas près de disparaître ; mais ils seront probablement complétés par des instruments plus sophistiqués. Désormais, la tour d'ivoire n'est plus le lieu privilégié de l'apprentissage et de l'innovation.

Lyndon Thompson

Pour de plus amples informations
sur la Conférence Générale 2008 de l'IMHE :
www.oecd.org/edu/imhegeneralconference2008

L'IMHE souhaite la bienvenue aux nouveaux membres suivants :

- > University of Melbourne – L.H. Martin Institute – Australie
- > BMWF Bundesministerium für Wissenschaft und Forschung – Vienna – Autriche
- > Association of Caribbean Tertiary Institutions – Barbade
- > Universidade Estadual de Campinas (UNICAMP) – Brésil
- > Universidad Técnica Particular de Loja - Equateur
- > Universitat Jaume I – Espagne
- > Educational Policy Institute – Etats-Unis
- > University at Albany – Etats-Unis
- > Technological Education Institute of Larissa - Grèce
- > Technological Education Institute of Crete - Grèce
- > Ministry of Education, Culture and Science – Les Pays-Bas
- > University of Leeds – Royaume-Uni
- > University of Nottingham – Royaume-Uni
- > University of Plymouth - Royaume-Uni
- > University of Sunderland – Royaume-Uni
- > National Chengchi University – Taipei Chinois

AMÉLIORER LA QUALITÉ DE L'ENSEIGNEMENT DANS LE SUPÉRIEUR : LES INITIATIVES DÉVELOPPÉES PAR LES ÉTABLISSEMENTS

Depuis décembre 2007, l'IMHE entreprend une étude sur la qualité de l'enseignement dans le supérieur. L'objectif de cette étude est de recueillir et d'analyser des initiatives mises en œuvre par les établissements d'enseignement supérieur pour améliorer la qualité de leur enseignement.

Dans un premier temps, une revue de la littérature sur l'enseignement et la qualité dans le supérieur a été menée. A la lumière de cette analyse bibliographique, un groupe de travail dédié s'est réuni en janvier pour élaborer un questionnaire en ligne, spécialement conçu pour collecter les initiatives en faveur de la qualité de l'enseignement menées par les établissements. Ces premiers éléments, complétés par des entretiens téléphoniques ou des visites de sites, ont été présentés lors de la Conférence Générale de l'IMHE en septembre 2008. L'étude se fonde sur la participation de 28 établissements, représentatifs d'une diver-



L'école de commerce de Copenhague.

sité géographique et institutionnelle, qui ont présenté un total de 46 initiatives en faveur de la qualité de l'enseignement (principalement des évaluations de formation, des formations pédagogiques pour les enseignants, et des politiques de soutien à l'amélioration de la qualité de l'enseignement). L'analyse croisée des données a permis de mettre en évidence une

typologie des initiatives, des tendances générales (avec une préférence pour des initiatives plus globales que ponctuelles), des possibles liens de cause à effet (par exemple le lien entre le contexte et la réussite de l'initiative) ainsi que des politiques innovantes.

Une analyse plus approfondie tentera d'expliquer ces observations, en dégagant les éléments intervenant dans la mise en œuvre de ces initiatives. Il s'agit de comprendre les facteurs favorisant ou freinant le développement de la qualité de l'enseignement mais également d'offrir un terrain de comparaison constructif en vue d'aider les institutions dans ce domaine. L'ensemble des observations et explications issues de cette étude sera présenté le 15 décembre 2008 lors d'une réunion dédiée regroupant l'ensemble des participants, co-organisée par l'Université Ouverte de Catalogne. Un rapport final de ce travail sera publié au début de 2009.

LA FIN DES TOURS D'IVOIRE

L'OCDE LANCE UNE NOUVELLE SÉRIE D'ÉTUDES AXÉES SUR LA CONTRIBUTION DES EES AU DÉVELOPPEMENT RÉGIONAL

La mondialisation a des répercussions profondes sur le développement des villes et des régions. Lorsqu'elles parviennent à réunir des conditions propices à la croissance et au développement, celles-ci disposent d'un avantage concurrentiel de taille par rapport aux autres ; en conséquence, les inégalités régionales ne cessent de se creuser. En réalité, les performances économiques varient plus fortement d'une région à l'autre que d'un pays à l'autre.

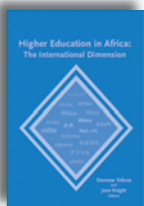
Entre 2001 et 2006, 5 % des régions des 30 pays membres de l'OCDE concentraient ainsi près de 50 % de la croissance totale de l'emploi enregistrée dans la zone. Désormais, les stratégies basées sur l'imitation et l'adaptation ne suffisent plus à assurer le développement des régions et des villes. À cet égard, les universités sont donc en mesure d'aider les villes et les régions à renforcer leur capacité d'innovation et leur compétitivité. Les études axées sur le rôle de l'enseignement supérieur (ES) dans le dévelop-

pement régional sont le fruit visible des efforts menés depuis plusieurs années par l'OCDE en vue de mettre l'enseignement supérieur au service du développement régional et urbain. L'IMHE a démarré ce travail en 2004 afin d'accroître l'ouverture, l'engagement et la réactivité des universités vis-à-vis de leurs partenaires régionaux. En 2005-07, 14 régions de 12 pays ont ainsi participé à cette étude.

Les études menées sur la période 2009-10 porteront sur les pays du G8 et les économies qui enregistrent à l'heure actuelle une forte croissance. Deux régions américaines (l'Arizona du Sud et Paso del Norte, une région transfrontalière partagée avec le Mexique) se sont d'ores et déjà inscrites. Cette nouvelle série d'études devrait également inclure certaines régions du Chili (région de Bío Bío), du Brésil (Campinas), du Mexique (État de Veracruz), de la Malaisie (Penang) et d'Israël (Galilée), ainsi qu'un certain nombre de régions européennes et de régions urbaines telles que Amsterdam, l'Andalousie, Berlin, la Lombardie et Rotterdam. Chaque région participante devra mener un processus d'auto-évaluation en suivant les directives de l'OCDE. L'un des moments clés de cette étude sera la création d'un Comité de pilotage régional, constitué de représentants des EES et des secteurs public et privé. Ce Comité sera chargé de superviser le processus d'évaluation et de valider le rapport d'auto-évaluation. Un groupe d'experts internationaux visitera chaque région, et rédigera ensuite un rapport d'évaluation dans lequel il présentera ses conclusions et formulera un certain nombre de recommandations.

Pour de plus amples informations, rendez-vous à l'adresse : www.oecd.org/edu/higher/regionaldevelopment ou contactez : Jaana.Puukka@oecd.org

LE COIN DES LIVRES



Higher Education in Africa: The International Dimension, Damtew Teferra et Jane Knight, éd., 2008, CIHE, Boston College (États-Unis) et l'Association des Universités Africaines (AAU), Accra, Ghana. ISBN : 978-99-8858-940-9

Cet ouvrage analyse la dimension internationale de l'enseignement supérieur en Afrique, en s'appuyant sur une série d'études de cas nationales et en tenant compte des facteurs historiques et du contexte actuel.



L'enseignement supérieur à l'horizon 2030, volume 1 : Démographie

Éditions OCDE. ISBN : 9789264040670

Quel impact les évolutions démographiques auront-elles sur les systèmes et les établissements d'enseignement supérieur ? Quelles sont les stratégies mises en place par les pays confrontés à ces évolutions ? Lorsqu'elles existent, ces stratégies peuvent-elles être optimisées ? Quels sont les opportunités et enjeux associés à ces changements ?

Attirer les talents : Les travailleurs hautement qualifiés au cœur de la concurrence internationale

Éditions OCDE. ISBN : 9789264047761

Cette publication analyse les caractéristiques, l'ampleur et les

implications politiques des flux internationaux de main-d'œuvre observés dans les domaines scientifiques et technologiques. La mobilité internationale des travailleurs hautement qualifiés gagne en ampleur et en complexité, à mesure que de plus en plus d'économies prennent part aux activités de R&D et d'innovation.

Encouraging Student Interest in Science and Technology Studies
Éditions OCDE. ISBN : 9789264040694

Cette publication étudie les grandes tendances observées en matière d'inscriptions dans l'enseignement supérieur, et notamment l'évolution des effectifs des filières scientifiques et technologiques (S&T) par rapport aux autres disciplines.



Politiques et Gestion de l'enseignement supérieur, vol. 20, n° 2
Numéro spécial : Enseignement supérieur et développement régional

Éditions OCDE. ISBN : 9789264048171

Depuis quelques années déjà, les spécialistes s'efforcent d'évaluer l'impact local et régional des établissements d'enseignement supérieur ; ces dernières années, ces réflexions se sont toutefois concentrées davantage sur deux aspects : la contribution potentielle des universités à l'économie de la connaissance, et le rôle déterminant joué par les régions dans la prospérité économique de leur pays.

CALENDRIER IMHE

Automne 2009

Table ronde mondiale : Universités et régions. Kansas City, États-Unis. Uniquement sur invitation. Date à confirmer.

Contact : jaana.puukka@oecd.org

Automne 2009

« *Les innovations qui marchent* » en matière de qualité de l'enseignement. Paris, France.

Contact : fabrice.henard@oecd.org

Automne 2009

Conférence internationale sur le thème « Quelles infrastructures pour l'enseignement supérieur ? », organisée par le PEB. Lieu à confirmer.

Contact : alastair.blyth@oecd.org

13-15 sept. 2010

Conférence Générale de l'IMHE. Paris, France.

Contact : valerie.lafon@oecd.org

Septembre 2010

Enseignement supérieur et régions (date et lieu à confirmer).

Contact : jaana.puukka@oecd.org

AUTRES RÉUNIONS

20-22 avril 2009

3^e Sommet mondial des Associations d'universités organisé par l'AIU. Guadalajara, Mexique.

www.unesco.org/iau/conferences/upcoming.html

22-24 avril 2009

Conférence conjointe CONAHEC / HACU / IOHE : Projet de collaboration au sein du système d'enseignement supérieur américain : travailler ensemble pour façonner l'avenir de la communauté. Guadalajara, Mexique.

23-26 août 2009

Conférence de l'EAIR – Lutter pour une cause juste : l'harmonie. Vilnius, Lituanie.

<http://www.eair.nl/>

16-19 sept. 2009

21^e Conférence annuelle de l'EAIE. Madrid, Espagne.

www.eaie.org/conference/futureconferences/2009.asp

Retrouvez toutes nos réunions sur :
www.oecd.org/edu/imhemetings



Avez-vous changé d'adresse ?
Veuillez en informer l'IMHE.

Si vous recevez uniquement la version papier de ce bulletin et que vous souhaitez continuer à recevoir ce bulletin, merci de communiquer votre adresse électronique à imhe@oecd.org

IMHE-Info est publié en anglais et en français par le Programme de l'OCDE sur la gestion des établissements d'enseignement supérieur (IMHE). Des extraits de ce bulletin peuvent être reproduits en indiquant la source. Toute demande de renseignement, tout commentaire ou article susceptible d'être publié doit être adressé à :

Valérie Lafon, Programme IMHE, OCDE
2, rue André-Pascal – 75775 Paris Cedex 16
France
Tél. : (33) 1 45 24 92 24 ou (33) 1 45 24 75 84
Fax: (33) 1 44 30 61 76
imhe@oecd.org
www.oecd.org/edu/imhe